FAQ sur la formation en ligne du 15 mai 2025 avec les Chef de File italiens et tunisiens (FR)

Ce document contient uniquement les questions et réponses spécifiques posées lors de la session de formation. Pour toutes autres questions relatives au Programme, le document de référence est le « Manuel pour les demandeurs ». Un manuel de gestion des dépenses sera publié prochainement.

Thèmes généraux

1. Quand les activités du projet peuvent-elles commencer ?

Comme indiqué dans la lettre contresignée pour acceptation, le 15 mai est la date de début de l'activité qui coïncide avec la date d'éligibilité de la dépense. Veuillez noter que le contrat de subvention sera finalisé avec la signature par l'AG et la délivrance d'un décret d'approbation spécifique qui devra être approuvé par les organismes de contrôle compétents de la Région sicilienne. Il est donc suggéré de démarrer toutes les activités préparatoires du projet (Ordres de service, pour le personnel interne et externe, rédaction des cahiers des charges pour les appels d'offres pour l'acquisition de biens, demande de permis pour les travaux, préparation de la publication sur le site Web du Programme et d'autres canaux d'information, etc.) afin de pouvoir activer les dépenses après la communication de l'AG de l'approbation du contrat ;

2. Des modifications peuvent-elles être apportées au formulaire de demande (annexe A) et aux Méthode de remboursement (montant forfaitaire ou coûts directs) ?

Les modifications apportées au formulaire A ne sont pas autorisées car la réduction budgétaire est due à une surestimation du budget lui-même ; Le méthode de choisies par les partenaires au moment de la candidature ne peuvent être modifiées ;

3. Quand les partenaires TN CUP seront-ils fournis ?

L'AG fournira un CUP unique à tous les partenaires TN pour chaque projet à saisir dans la section « CUP pour les partenaires TN » ;

4. Quelles sont les méthodes de transfert de fonds du partenaire principal aux partenaires ?

Comme indiqué dans le contrat l'art. 7.1 Il appartient au Chef de file de transférer les fonds aux partenaires, dans les parts prévues par la Convention, et de se prémunir contre la non-exécution des activités relevant de la compétence du partenaire lui-même. Les modalités de protection (garantie, caution) sont convenues entre le leader et les partenaires ;

5. Dan le cas ou la méthode de remboursement forfaitaire a été choisie, le remboursement sera-t-il automatique tous les 4 mois même si aucune mission n'a été effectuée durant cette période ?

Le contrat prévoit la remise d'un rapport tous les 4 mois certifié par l'auditeur de premier niveau. Si le partenaire - dans la période de référence de la relation - n'a effectué qu'une partie des voyages

prévus, il peut demander un paiement partiel et transférer la demande du solde à la relation suivante ;

6. Le respect du calendrier des dépenses par an est-il contraignant ?

Oui. Le calendrier des dépenses pour chaque année est indiqué dans l'art. 11 et est de nature contraignante. Il est de la responsabilité du Chef de file de respecter et de faire respecter par les partenaires le délai indiqué afin d'éviter la procédure de désengagement des fonds du projet. Les marges de dépassement des dépenses prévues sont tolérées à la hausse, tandis que le non-respect des objectifs de dépenses est risqué et punissable ;

7. Combien y aura-t-il de réviseurs et comment seront-ils affectés aux projets ?

Chaque projet devra engager deux auditeurs : un pour les partenaires IT, choisi dans une liste préparée par la Région sicilienne qui l'identifiera pour chaque projet ; et un pour les partenaires du TN, identifiés à partir d'une liste de l'Autorité nationale tunisienne ;

8. Les pièces justificatives relatives à la catégorie de dépenses forfaitaires sont-elles vérifiées par les auditeurs ?

Dans le cas d'un régime forfaitaire, le commissaire aux comptes ne vérifie pas les pièces justificatives des frais engagés. Toutefois, le SC surveillera la cohérence entre les coûts et la réalisation des extrants et des résultats obtenus;

9. Les partenaires publics peuvent-ils comptabiliser les coûts liés à un « bonus » à leur personnel impliqué dans le projet pour les activités RUP ?

Un « bonus » aux personnel pour les activités RUP ne peut être déclarée que si elle est prévue dans le contrat, mais ne peut pas être chargée dans la rubriques Ressources humaines;

10. Quelles sont les règles de la procédure d'appel d'offres public pour les partenaires privés ou publics TN ?

Les règles de passation des marchés publics en Tunisie, pour les entités publiques et privées, suivront les indications fournies par l'Autorité Nationale Tunisienne avec une attention particulière aux montants et aux seuils des marchés ;

Sujets liés aux lignes budgétaires

11. Comment la budget doit-elle être répartie entre les partenaires et entre les catégories de dépenses budgétaires ?

La répartition de la réduction est à la charge du chef de file et des associés. En tant que tel, il doit être convenu et accepté avec la signature d'un document à usage interne. Dans tous les cas, les règles générales du Programme prévues dans le « Manuel du demandeur » restent inchangées ;

12. Dans quelle catégorie de dépenses faut-il inclure les bourse de recherche ? Les subventions de recherche déjà activées par l'Université avant le début du projet peuvent-elles être comptabilisées en partie ?

Si le contrat de bourse comprend un paiement à l'INPS, le coût doit être imputé à la ligne budgétaire des Ressources Humaines (RH) ; Si le contrat est avec numéro de TVA, le coût doit être imputé aux cabinets de conseil externes. Si le contrat avec le boursier est déjà en place avant la signature du contrat avec l'AG, le coût du contrat ne peut pas être imputé à la rubrique RU car la bourse est déjà financée par une autre entité ;

13. Sous quelle rubrique sont imputées les frais de mission ?

Les dépenses liées aux missions RH (personnel interne) doivent être imputées sur la ligne budgétaire Voyages et hébergement. Les frais de mission des collaborateurs externes doivent être inclus dans la ligne budgétaire des services externes ;

14. Un partenaire peut-il déclarer les frais de déplacement d'un autre partenaire ?

Non. Un partenaire ne peut pas prendre en charge les frais de déplacement attribués à un autre partenaire. Un partenaire ne peut payer que les déplacements de son propre personnel ;

15. Des dépenses peuvent-elles être autorisées pour la participation à des conférences dans des pays situés hors des territoires du programme ?

Les frais de déplacement pour les missions à l'étranger sont éligibles sous deux conditions : prévus dans le formulaire (annexe A) et autorisés au préalable sur demande spécifique de l'AG ;

16. Les coûts d'achat de consommables de laboratoire peuvent-ils être déclarés sous la rubrique des dépenses d'équipement ?

Les dépenses liées aux consommables sont admissibles si elles sont fonctionnelles à l'équipement acheté et aux résultats du projet ;

17. Existe-t-il des règles d'origine pour les achats d'équipement ?

Les règles d'«origine des marchandises » – UE ou tunisienne – ne sont pas applique par le programme actuel. Par conséquent, les équipements peuvent également être achetés dans des pays hors UE ;

18. La Taxe Régionale pour les Activités Productives (IRAP) est-elle un coût admissible ?

L'impôt s'applique uniquement aux bénéficiaires italiens.

L'IRAP est admissible en tant qu'élément de coût lorsque :

a) concerne les entités non commerciales (ENC) au sens de l'art. 3, paragraphe 1, lettre e) du décret législatif 446/97, qui exercent exclusivement des activités non commerciales, pour lesquelles la détermination de la valeur nette de production est régie par l'art. 10 du décret précité ;

b) concerne les Administrations Publiques (AP) visées à l'art. 1, paragraphe 2, du décret législatif 3/2/1993 n. 29, visé à l'art. 3, paragraphe 1, lettre e bis) du décret législatif 446/97, tel que défini par l'art. 1 paragraphe 2 du décret législatif 165/2001 (y compris toutes les administrations de

l'État, les institutions universitaires, les collectivités locales, etc.), pour lesquelles la détermination de la valeur nette de production est régie par l'art. 10 du décret législatif 446/97; à condition que les administrations susmentionnées ne se livrent pas, dans le cadre du projet, à des activités pouvant être qualifiées de commerciales ;
c) la base imposable de l'IRAP, telle que prévue par la législation en vigueur pour les assujettis mentionnés ci-dessus, est calculée, pour les activités non commerciales, exclusivement avec la méthode de la rémunération, c'est-à-dire déterminée par le montant des salaires versés au personnel salarié, des revenus assimilés à ceux du travail salarié et des indemnités versées pour une collaboration coordonnée et continue, ainsi que pour les activités de travail indépendant non exercées habituellement.

Dans tous les autres cas, c'est-à-dire pour les assujettis qui déterminent la base imposable aux fins de l'IRAP en fonction de la différence entre la valeur et les coûts de production (méthode dite contributive ou analytique), l'impôt ne constitue pas un coût admissible et par conséquent le coût relatif ne peut pas être comptabilisé sur l'opération financée. Il ne sera pas admissible que les Administrations Régionales rendent compte de l'IRAP, étant donné que l'IRAP est inclus parmi les recettes indiquées dans leur budget.

19. Comment comptabiliser les dépenses liées à une convention avec l'Agence Nationale de la Promotion de la Recherche Scientifique (ANPR) ?

L'accord avec l'ANPR doit être activé par un document spécifique signé entre les parties qui décrit les activités de support qui ne peuvent pas être dupliquées avec d'autres services externes et doivent être réglementées conformément à la législation tunisienne.

FAQs relative alla formazione on-line 15_05_2025 con Capofila Italiani e Tunisini (IT)

Questo documento riporta solo le domande specifiche e risposte formulate in occasione della sessione di formazione. Per tutte le altre domande relative al Programma, il documento di riferimento è il "Manuel pour les demandeurs". Sarà pubblicato a breve un Manuale per la rendicontazione delle spese.

Temi generali

1. **Quando possono iniziare le attività del progetto?**

Come indicato nella lettera controfirmata per accettazione, il 15 Maggio è la data di avvio dell'attività che coincide con la data di eleggibilità della spesa. Si fa presente che il contratto di sovvenzione sarà perfezionato con la sottoscrizione da parte dell'AG e l'emanazione di apposito decreto di approvazione che dovrà essere vistato dagli appositi organismi di controllo della Regione Siciliana. Si suggerisce pertanto di avviare tutte le attività preparatorie del progetto (Ordini di servizio, per il personale interno ed esterno, redazione dei capitolati per gare acquisizione dei beni, richiesta dei permessi per i lavori, preparazione della pubblicazione sul sito del Programma ed altri canali d'informazione, etc.) al fine di potere attivare la spesa dopo la comunicazione dell'AG dell'approvazione del contratto;

2. **Possono essere effettuate modifiche al formulario di candidatura (Annex A) ed alle modalità di rendicontazione (Forfettario o costi diretti)?**

Le modifiche del formulario A non sono ammesse in quanto la riduzione del budget è motivata da una sovrastima del budget stesso; Le modalità di rendicontazione scelte dai partners al momento della candidatura non possono essere modificate;

3. **Quando sarà fornito il CUP dei partner TN?**

La AG fornirà un CUP unico per tutti i partner TN per ogni progetto da inserire nella voce "CUP per partner TN";

4. **Quali sono le modalità di trasferimento dei fondi dal Capofila ai partner?**

Come indicato nel contratto all'art. 7.1 è responsabilità del Capofila trasferire i fondi ai partner, nelle quote previste dalla Convenzione, e tutelarsi rispetto alla mancata realizzazione di attività di competenza del partner stesso. Le modalità di tutela (garanzia, fideiussione) sono concordate tra Capofila e partner;

5. **Se è stata scelta la modalità di rendicontazione forfettaria, il rimborso ogni 4 mesi sarà automatico anche senza missioni effettuate in questo periodo?**

Il contratto prevede la presentazione di un rapporto ogni 4 mesi certificato dal revisore di primo livello. Se il partner - nel periodo di riferimento del rapporto - ha realizzato solo una parte dei

viaggi previsti, potrà richiedere il pagamento parziale e trasferire la richiesta del saldo al rapporto successivo;

6. **Il rispetto della tempistica della spesa per anno è vincolante?**

Si. La tempistica della spesa per singolo anno è indicata nella Convenzione art. 11 e ha natura vincolante. È responsabilità del Capofila rispettare e far rispettare ai partner la tempistica indicata per non rischiare di avviare la procedura del disimpegno dei fondi del progetto. Margini di superamento della spesa prevista sono tollerati in aumento, mentre è rischioso e sanzionabile il mancato raggiungimento dei target di spesa;

7. **Quanti saranno i revisori e come saranno assegnati ai progetti**

Ogni progetto dovrà contrattualizzare due revisori: uno per i partner IT, scelto da una lista predisposta dalla Regione Siciliana che provvederà ad individuarlo per ogni progetto; ed uno per i partner TN, identificato da un roster della Autorità Nazionale Tunisina;

8. **Vengono verificate dai revisori i documenti giustificativi per la rubrica di spesa con regime forfettario?**

Nel caso di regime forfettario, il revisore non verifica i documenti giustificativi dei costi sostenuti. Tuttavia, il SC controllerà la coerenza tra i costi e la realizzazione di output e risultati raggiunti;

9. **I partner pubblici possono rendicontare costi per erogare degli "incentivi" al proprio personale coinvolto nel progetto per attività di RUP?**

L'incentivo al personale per attività di RUP può essere rendicontato solo se previsto nella voce dell'appalto ma non può essere caricato nella voce Risorse Umane;

10. **Quali sono le regole di procedura di evidenza pubblica per partner privati o pubblici TN?**

Le regole degli appalti pubblici in TN, per soggetti pubblici e privati, seguiranno le indicazioni fornite dall'Autorità Nazionale Tunisina con attenzione particolare agli importi ed alle soglie dei contratti;

Temi relativi alle linee di budget

11. **Come deve essere distribuita la riduzione del budget tra partner e tra rubriche di spesa di budget?**

La distribuzione della riduzione è responsabilità del capofila e dei partner. Come tale deve essere concordata ed accettata con la firma di un documento ad uso interno. In ogni caso, le regole generali del Programma previste nel "Manual per i demandeurs" rimangono invariate;

12. **In quale voce di spesa vanno inserite le Borse di ricerca? Le Borse di ricerca già attivate dall'Università prima dell'avvio del progetto possono essere rendicontate in quota parte?**

Se il contratto per la borsa prevede il pagamento di INPS, il costo è da imputare alla linea di budget Risorse Umane (RU); Se il contratto è con PIVA, il costo è da imputare a Consulenze Esterne. Se

il contratto con il borsista è già in essere prima della firma del contratto con l'AG, il costo del contratto non può essere imputato alla rubbrica RU in quanto la borsa è già finanziata da altro soggetto;

13. Su quale rubrica sono imputate le spese per missioni?

Le spese per missioni per le RU (personale interno) vanno caricate sulla linea di budget Viaggi ed alloggio. Le spese di missione per collaboratori esterni, vanno incluse nella linea di budget servizi esterni;

14. Un partner può rendicontare spese di viaggio di un altro partner?

No. Un partner non può prendere a suo carico le spese di viaggio allocate ad un altro partner. Un partner può pagare viaggi solo al suo personale;

15. Possono essere autorizzate spese per partecipazione a convegni in paesi esterni ai territori del programma?

Le spese di viaggio per le missioni all'estero sono eleggibili a due condizioni: previste nel formulario (Annex A) e autorizzate preventivamente con richiesta specifica dall'AG;

16. Possono essere rendicontati costi per acquisto materiale di consumo di laboratorio nella rubrica di spesa attrezzature?

Le spese relative a materiale di consumo se sono funzionali alle attrezzature acquistate e ai risultati di progetto sono ammissibili;

17. Sono previste regole d'origine per gli acquisti di Attrezzature?

Le regole "origine del bene" - EU o Tunisino - non sono contemplate nell'attuale programma. Pertanto, possono essere acquistati attrezzature anche da paesi extra-UE;

18. L'Imposta Regionale per le Attività Produttive (IRAP) è un costo eleggibile?

L'imposta riguarda solo i beneficiari Italiani. L'IRAP è ammissibile come voce di costo, quando:
a) riguarda Enti Non Commerciali (ENC) di cui all'art. 3, comma 1, lettera e) del D.Lgs. 446/97, che esercitano attività non commerciale in via esclusiva, per i quali la determinazione del valore della produzione netta è disciplinata dall'art. 10 del citato decreto;
b) riguarda le Amministrazioni Pubbliche (AP) di cui all'art. 1, comma 2, del d.lgs. 3/2/1993 n. 29, di cui all'art. 3, comma 1, lettera e bis) del D.Lgs. 446/97, come definite dall'art. 1 comma 2 del D.lgs 165/2001 (ivi comprese tutte le amministrazioni dello Stato, le istituzioni universitarie, gli enti locali, ecc.), per le quali la determinazione del valore della produzione netta è disciplinata dall'art. 10 del D.Lgs. 446/97; sempre che le citate amministrazioni non siano impegnate, nell'ambito del progetto, in attività configurabile come commerciale;
c) la base imponibile IRAP, come previsto dalla legislazione vigente per i soggetti passivi sopra richiamati, è calcolata, per le attività non commerciali, esclusivamente con il metodo retributivo, ossia determinata dall'ammontare delle retribuzioni erogate al personale dipendente, dei redditi assimilati a quelli di lavoro dipendente e dei compensi erogati per collaborazione coordinata e continuativa, nonché per attività di lavoro autonomo non esercitate abitualmente.

In tutti gli altri casi, ovvero per i soggetti passivi che determinano la base imponibile ai fini IRAP in base alla differenza tra il valore e i costi della produzione (c.d. metodo contributivo o analitico), l'imposta non costituisce costo ammissibile e quindi il relativo costo non può essere rendicontato sull'operazione finanziata. Non sarà ammissibile rendicontare l'IRAP da parte delle Amministrazioni Regionali, in considerazione del fatto che l'IRAP figura tra le entrate indicate nel loro bilancio.

19. **Come possono essere rendicontate le spese per una convenzione con l'Agence Nationale de la Promotion de la Recherche Scientifique (ANPR)**

La convenzione con l'ANPR deve essere attivata da un apposito documento sottoscritto tra le parti che descrive le attività di supporto che non si possono duplicare con altri servizi esterni e deve essere disciplinata secondo la legislazione tunisina.